

CAHIER

# GINGEMBRE

>> Été 2019 Juillet

Remaides n°108

**Spécial  
RéLOVution Caraïbes**



## VIH et LGBTIphobies **Le mauvais cocktail**

Le cahier réalisé en partenariat avec le Réseau des Associations Africaines et Caraïennes agissant en France dans la lutte contre le sida, les hépatites virales, les IST et pour la promotion de la santé

# Notre ReLOVution naît ici et maintenant

En 2016, naissait en métropole la « ReLOVution », une nouvelle approche communautaire de lutte contre l'épidémie auprès des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH). L'idée : mettre l'ensemble des acteurs-trices autour de la table. Ils et elles étant en contact direct avec ce groupe, très exposé au VIH. Car la santé sexuelle n'est pas l'apanage des soignants-es ou des acteurs-trices du secteur associatif comme AIDES. Il faut une approche globale, à l'image de la vie des personnes.

AIDES mène des actions de lutte contre le VIH et les hépatites virales dans notre région Caraïbes depuis plus de dix ans, non seulement en Guadeloupe, à Saint-Martin, en Guyane et en Martinique, mais aussi avec nos pays voisins. La région est la deuxième zone du monde où la prévalence au VIH est la plus forte, après l'Afrique sub-saharienne. L'épidémie y est très active et nous devons faire face à une discrimination particulièrement aiguë, voire violente, envers les personnes séropositives. L'homosexualité reste taboue et réussir à vivre ouvertement en tant que gay est encore très rare. Nous le savons, ces discriminations font le lit de l'épidémie et sont des obstacles majeurs pour l'enrayer.

C'est pourquoi AIDES a voulu et soutenu l'organisation en avril dernier d'une ReLOVution ici, dans les Caraïbes, pour déployer la même stratégie auprès des acteurs-rices régionaux, avec nos pays voisins (Suriname, La Dominique, le Guyana, Haïti) et ainsi favoriser la diffusion de l'information et la sensibilisation concernant la lutte contre le sida ET contre l'homophobie. C'est le premier événement du genre dans les départements français d'Amérique ; événement qui a demandé aux militantes de AIDES de mobiliser à travers des actions le public concerné, d'être force de propositions et de recenser les partenaires locaux ou caribéens.

Réunis-es durant un week-end, leaders-euses communautaires, organisateurs-trices de soirée, médias, représentants-es institutionnels locaux et régionaux ont échangé, pour mieux comprendre les nouveaux enjeux de prévention auprès des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH) et proposer de nouveaux modes d'intervention. Mais surtout mieux agir ensemble. Ce week-end avait pour ambition de trouver une politique convergente pour tous-tes les acteurs-rices, ainsi que les clés pour que ces derniers-ères y parviennent. Et surtout qu'ils et elles repartent avec des idées et des projets, mettent en place des initiatives discutées ensemble, et se retrouvent bientôt pour faire un premier bilan.

Les réalités de la lutte contre le VIH, les stratégies pour y mettre fin, avec la Prep (prophylaxie pré-exposition), le Tasp (traitement en prévention) et les dépistages, restent encore trop méconnues et n'impactent pas encore suffisamment pour donner des résultats concrets sur l'épidémie. Cela doit changer, et il est donc grand temps pour une ReLOVution !

**Marie-Jo Lafortune,**  
ancienne présidente de AIDES région Caraïbes  
**Romaric Zériouh-Venet,**  
président de AIDES région Caraïbes



# Une région durement frappée par le VIH

**A**vec plus de 300 000 personnes vivant avec le VIH dans la région Caraïbe, cette dernière est, en proportion de sa population générale, la deuxième zone la plus touchée par l'épidémie à l'échelle du globe. Considérée à tort comme le « berceau de l'épidémie », la Caraïbe n'en est pas moins un des lieux où l'épidémie est la plus dynamique, encore aujourd'hui. Les enjeux sont énormes, notamment vis-à-vis du premier des objectifs à atteindre pour mettre fin au sida : le dépistage (90 % des personnes vivant avec le VIH dépistées). Même dans les départements français d'Amérique (DFA), les résultats de la riposte au VIH se font attendre. Les DFA représentent la deuxième région française en termes de découvertes de séropositivité, alors que la France demeure une « championne » du dépistage des séro... négatifs. Si la Martinique a une épidémie assez ressemblante à celle de métropole [contaminations notamment chez les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes et les personnes nées à l'étranger], la Guadeloupe et Saint Martin connaissent des épidémies majoritairement hétérosexuelles... selon les chiffres officiels. Ainsi 75 % des nouvelles découvertes à Saint-Martin

sont le fait de personnes hétérosexuelles nées à l'étranger. En Guadeloupe, 30 % des personnes vivant avec le VIH sont des personnes migrantes. Et cela concerne autant les femmes que les hommes, au sein d'une population vieillissante. Face à cela, la connaissance et l'accès aux nouveaux outils de prévention marquent très nettement le pas, par rapport à l'hexagone. Selon les chiffres du COREVIH Guadeloupe/Saint-Martin, il n'y aurait que 20 personnes sous Prep (prophylaxie pré-exposition) sur ces deux îles. À comparer avec les plus de 10 000 personnes en métropole. Un gouffre qu'il faut combler, notamment en se penchant sur un groupe qui passe encore trop inaperçu : les hommes gays et bisexuels qui sont une part importante des nouvelles contaminations chez les hommes, en général. Ils représentent 46 % des nouvelles contaminations masculines, de manière stable, alors que les nouvelles infections diminuent par ailleurs. La question de l'homophobie et celle de la lutte contre les stigmatisations LGBTphobes, qui furent l'objet central de cette ReLOVution, sont donc un enjeu crucial dans la réponse à apporter pour une fin de l'épidémie dans la Caraïbe.

**Mathieu Brancourt**

## Coupon d'abonnement

Abonnez-vous gratuitement à *Remaides* (merci de bien vouloir écrire en majuscules)

Mlle  Mme  M.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Je reçois déjà Remaides et je soutiens votre action en joignant un chèque à l'ordre de AIDES de \_\_\_\_\_ €

Je désire recevoir Remaides et je soutiens votre action en joignant un chèque à l'ordre de AIDES de \_\_\_\_\_ €

Je désire recevoir Remaides régulièrement.

Je reçois déjà Remaides, mais j'ai changé d'adresse (indiquer l'ancienne et la nouvelle adresse).

Pour *Remaides* à renvoyer à :

**AIDES, Remaides, Tour Essor, 14 rue Scandicci, 93508 Pantin CEDEX**

Trouver des solutions pour mieux lutter contre les discriminations LGBTphobes dans la région Caraïbe, telle était la mission de la trentaine de militants-es et acteurs-rices présents-es à ReLOVution, les 4 et 5 avril dernier en Guadeloupe. En rassemblant des acteurs-rices des territoires et îles francophones et anglophones de l'archipel, l'association AIDES veut initier une impulsion déterminante contre l'homophobie, qui fait le lit de l'épidémie de VIH dans la région. Reportage.

## Lutte contre l'homophobie dans la Caraïbe : la « RéLOVution » porte leurs noms !

**D**eshayes. Ce n'est pas un mauvais jeu de mots pour dire à quoi l'on fait face lorsque l'on veut lutter contre l'homophobie, mais il apparaît que le lieu dans lequel s'organise la première « RéLOVution » [contraction de love et révolution, ndlr] au niveau de la Caraïbe porte bien son nom. Sur un des nombreux rivages paradisiaques de Basse-Terre, c'est en Guadeloupe qu'une trentaine de membres et acteurs-rices de la vie LGBT dans la Caraïbe française (Martinique, Guadeloupe, Guyane) mais aussi des îles et pays voisins (Dominique, Haïti, Suriname) se sont retrouvés. Au programme d'un week-end chargé : réfléchir et élaborer tous et toutes ensemble une meilleure façon d'appréhender la santé des hommes gays et bisexuels, souvent rangés sous l'acronyme HSH (hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes). Ce groupe, particulièrement exposé au VIH (voir encart en page III) et à la stigmatisation, se voulait le centre d'une réflexion, plus globale, sur l'amélioration de la prise en charge et de la prévention auprès de ce groupe. Pour Romaric Zériouh-Venet, nouveau président de la région Caraïbe à AIDES, le lien entre santé et discrimination chez les gays est évident. « Améliorer la santé des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH) dans la région Caraïbes passe par la lutte contre l'homophobie et les discriminations ; qui sont un frein majeur à la santé sexuelle des HSH », défend-il (voir Interview page VIII). Et la méthode de la RéLOVution, c'est de mettre tout le monde, de la santé à la vie associative et festive LGBT de la région, autour de la table. « Il faut intervenir et sensibiliser tous-tes celles et ceux que les HSH rencontrent dans leur vie. Cela part du milieu médical certes, mais concerne aussi le milieu associatif, médiatique, les commerces ou lieux de rencontres ou de sociabilité », explique encore Romaric Zériouh-Venet.

Ce vendredi 4 avril, c'est aussi les politiques locaux qui sont amenés à intervenir et à s'engager sur les questions LGBT et le VIH/sida auprès des participants-es à l'événement. On attendait Olivier Serva, député guadeloupéen de la majorité (LREM) et notoirement connu pour une sortie homophobe sur « l'abomination » de cette orientation sexuelle<sup>(1)</sup>. Il ne viendra pas. L'autorité de l'État revient donc à Philippe Gustin, préfet de la Guadeloupe et représentant de la DILCRAH<sup>(2)</sup> sur l'île. « La lutte contre les IST, le sida et toutes les discriminations sont une priorité nationale, et évidemment au niveau local et caribéen, promet-il. Les chiffres sont mauvais avec 6 400 contaminations au VIH en 2017 une hausse de 15 % des actes LGBTphobes partout en France, chiffre confirmé pour 2018 par SOS homophobie, le 17 mai dernier », énonce-t-il encore. À titre d'exemple pour les Outre-mers, une étude, réalisée par l'association Le Refuge, a dévoilé que 63 % des hommes homosexuels réunionnais avaient subi des agressions verbales et/ou physiques en 2018. En guise de réponse à cette situation, le préfet évoque une enveloppe globale de 1,5 million d'euros au niveau national. Mais concrètement en Guadeloupe, c'est un unique projet de campagne de lutte contre l'homophobie dans un collège REP +<sup>(3)</sup>, et un financement à AIDES de 25 000 euros qui concrétisent le financement national sur l'homophobie dans la Caraïbe. C'est très peu au vu de la situation et des enjeux ; la faute à la faiblesse du tissu associatif local, ce qui ne permettrait pas de déployer plus d'actions, selon les autorités. Philippe Gustin le justifie par la très grande difficulté à travailler et agir concrètement en Outre-mer contre l'homophobie. « Le tabou social, le discours homophobe très ancré font que beaucoup de personnes LGBTI quittent la Caraïbe pour des terres plus clémentes. » Pour lui, les lignes n'ont pas beaucoup bougé depuis le mariage pour tous.

(1) : Interviewé en 2012 à la télévision, celui qui est désormais député de la majorité présidentielle expliquait que l'homosexualité est une « abomination » et le mariage des couples de même sexe un « péché » et « intolérable ». En 2017, il expliquait « ne pas être homophobe » et s'excusait pour ses propos antérieurs.

(2) : Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT.

(3) : Réseau d'éducation prioritaire, avant on parlait de ZEP.





Interrogé sur une responsabilité de l'État en la matière, il botte en touche : « C'est de la responsabilité de tous. Les pouvoirs publics peuvent être le petit plus qui va permettre à une population de vivre et d'avoir une parole. Je suis là et je tiens un discours détonnant ». Il évoque alors sa présence qui sera, selon lui, très « commentée » et qui lui vaudra des « commentaires inévitablement homophobes ».

Alors « inévitable », l'homophobie dans la Caraïbe ? Dès le lendemain de l'ouverture de cette « RéLOVution », la question du caractère « culturel » de l'homophobie, d'un état de fait impossible à déconstruire est questionné par les participants. Pour en débattre, AIDES a invité Nadia Chonville, une sociologue, originaire de la Martinique, chercheuse à l'université des Antilles. Son travail porte notamment sur la particularité des interactions entre les discours sexistes et homophobes et permet de déconstruire certaines idées reçues sur une homophobie prétendument intrinsèque aux ultramarins de la Caraïbe. « C'est un terrain très glissant », admet-elle d'emblée. Elle revient sur son audition pour le rapport sur les LGBTphobies (voir Interview de Raphaël Gérard en page IX) et la parole politique sur cette question. « Souligner la responsabilité de l'État français, et ce n'est pas le seul, dans son passé colonial dans la persistance de l'homophobie par les lois qu'il a importées en Caraïbe demeure un sujet sensible, une crispation sur une éventuelle réparation », avance-t-elle. Pour Nadia Chonville, expliquer la permanence d'une homophobie par la forte présence de la religion dans la Caraïbe, « c'est se tromper de cible et s'attaquer à un symptôme, le discours religieux sur la sodomie, au lieu de la racine », structurelle, de la réécriture de l'histoire de la sexualité de l'homme africain, ignorant par « nature » l'homosexualité et donc la sodomie. Selon elle, « le discours de l'homophobie où les Blancs auraient importé l'homosexualité demeure très présent, alors que le seul apport de la colonisation sur ce sujet, c'est la répression homophobe ». L'enjeu est complexe et chargé d'histoire. Et la recherche sur le sujet issue des territoires eux-mêmes reste très pauvre. D'après une – des rares – enquête de l'INED de 2014 menée en Martinique, citée dans le rapport parlementaire sur l'homophobie, 50 % des personnes interrogées considéraient l'homosexualité comme « contre nature ». Cela explique de nombreux freins rencontrés par les activistes dans la Caraïbe. Encore aujourd'hui, difficile d'avoir des chiffres pour mettre une vérité face aux fantasmes. « Au niveau de la Martinique, j'ai rencontré la commandante de gendarmerie qui reconnaissait le problème. On n'a toujours pas de remontées sur les plaintes. Nous nous sommes rendus compte que soit la plainte n'est pas

retenue, soit le caractère homophobe n'est pas retenu dans la plainte en elle-même », explique Céline Faure de l'association locale KAP Caraïbes, qui travaille avec la sous-préfecture pour intervenir en cas de problème. Compliqué alors d'obtenir des données dans ce contexte, un problème que l'on retrouve en métropole. Même constat en milieu scolaire « lorsque j'ai fait un travail de recherche concernant l'homophobie, j'ai eu un entretien avec la rectrice qui m'a confié, ironiquement, qu'il n'y avait officiellement aucun acte homophobe commis au cours des dernières années. C'est bien évidemment faux, mais cela montre la difficulté, similaire, à faire recenser ces actes au niveau académique », raconte Nadia Chonville. Ce qui a les mêmes conséquences en termes d'invisibilisation du phénomène. Mais cette dernière ne croit pas à la fatalité, malgré la filiosité à intégrer le poids du discours colonial sur la question de l'homophobie. « Je suis plutôt optimiste sur cette question, car je pense que le cadre légal [du mariage pour tous, ndlr] qui est très récent, va faire évoluer la situation. On voit que les jeunes générations sont dans des situations d'empowerment<sup>(4)</sup>, d'affirmation plus forte sur ces identités LGBT », explique-t-elle. « Avec des actions spécifiques, on peut agir concrètement, si on en donne évidemment des moyens. Les outils sont là et il ne faut pas plier face aux résistances. »

Au niveau politique, il est faux de dire qu'il ne se passe rien. Un nouvel appel à projet de la DILCRAH pour mobiliser les acteurs publics doit se concrétiser en octobre prochain à la Guadeloupe. La création de CORAH [commission de lutte contre les discriminations], dans chaque territoire d'outre-mer est aussi une nouveauté pour structurer la réponse de terrain, via le financement d'initiatives. Ces commissions devront aussi assurer la formation des personnels des différentes fonctions publiques sur les LGBTphobies, l'accompagnement des victimes, la lutte contre les stéréotypes et la sanction effective des agressions. Bref, il y a du pain sur la planche, souvent laissé à une mobilisation associative, souvent cantonné à l'action d'une ou deux personnes qui se visibilisent seules, avec les risques que cela comporte. Les pouvoirs publics demandent des organisations pour agir, ces dernières réclament du soutien pour exister et perdurer dans un contexte encore hostile. L'équation reste complexe, mais dans les prises de parole des participants apparaissent des solutions, comme des oasis dans un désert tropical. À Saint-Laurent-du-Maroni, une nouvelle soirée à l'occasion de l'IDAHOT<sup>(5)</sup> a été créée en 2018 et reconduit cette année. Une association LGBT dans l'Est-guyanais devait être lancée à cette occasion. L'association KAP Caraïbe va,

(4) : autonomisation, via l'engagement et la montée en compétence.

(5) : Journée mondiale de lutte contre les LGBTI phobies, le 17 mai.

elle, fêter ses sept ans, envers et contre tout. Elle a lancé avec ses bénévoles des ateliers de musicothérapie et d'écriture scénaristique, pour remplacer les « bon vieux » groupes de parole. Auprès de notre confrère KOMITID <sup>(6)</sup>, elle assure que c'est un outil utile pour libérer la parole des gays et lesbiennes. Mais faute d'un soutien constant de la collectivité, d'une fatigue des militants-es et d'un bénévolat comme seul modèle, les progrès demeurent trop lents et fragiles. C'est pourquoi, en petits groupes, les participants-es de RÉLOVution ont élaboré et présenté des propositions concrètes, des recommandations politiques et pratiques, pour s'assurer d'une lutte constante contre l'homophobie et aussi contre le VIH/sida. On peut citer la création d'un label ou d'une charte pour les établissements commerciaux qui veulent afficher leur soutien à la communauté, un financement ambitieux d'une recherche publique sur l'homophobie et les leviers pour la faire reculer, l'investissement

et l'organisation d'événements à l'occasion des dates et journées emblématiques de la lutte pour les droits LGBTI, mais aussi la structuration d'une solidarité associative régionale, à partir de projets multi-organisations afin de visibiliser les grands rendez-vous annuels LGBTI dans la Caraïbe. Car c'est bien là la grande leçon de ce week-end de la RÉLOVution : une entente sans frontière physique ou linguistique au sein de l'arc caribéen, pour réussir à construire et accomplir ce que l'on ne peut pas faire seul-e. À ce titre, la RÉLOVution Caraïbe est une « étincelle » comme le décrit un participant. « Voici notre base commune de travail », résume Marie-Jo Lafortune, ancienne présidente de la région Caraïbe. « Cela ne va pas s'arrêter ce dimanche midi avant le retour dans nos îles et territoires. Le travail ne fait que commencer ». Le rendez-vous est pris.

**Mathieu Brancourt**  
**Photos Nicola Lo Calzo**



(6) : Site d'infos LGBTI



Pour Romaric Zeriuoh-Venet, président de AIDES Caraïbes, la ReLOVution est urgente, et l'occasion rêvée de lier lutte contre l'homophobie et lutte contre l'épidémie.

## ReLOVution Caraïbes : « une étincelle » pour parler de santé gay

### QU'EST QUE RELOVUTION CARAÏBES ET QUELS SONT LES OBJECTIFS DE CES DEUX JOURNÉES ?

**Romaric Zeriuoh-Venet** : ReLOVution est un concept lancé par AIDES depuis 2016. Nous avons voulu, nous, le décliner pour notre région Caraïbes, et l'adapter à nos contextes. Ici en Guadeloupe, les participants-es sont venus-es de l'ensemble des territoires français, mais aussi des autres pays anglophones. Bien sûr, le but premier est d'améliorer la santé des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH) mais on sait aussi que, dans la région Caraïbes, comme ailleurs, cela passe par la lutte contre l'homophobie et les discriminations ; qui sont un frein majeur à la santé sexuelle des HSH.

### POURQUOI AVEZ-VOUS DÉCIDÉ, DANS LE PROGRAMME DE RELOVUTION, DE LIER LUTTE CONTRE LE VIH ET LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ?

Parce que, malheureusement, nous constatons qu'une personne discriminée n'a pas forcément envie de prendre soin d'elle. Le fait de se sentir à l'aise pour parler de son orientation sexuelle ou de son identité de genre à son médecin, de ses pratiques, cela commence déjà là ! Or, c'est loin d'être évident. Avoir accès aux nouveaux outils de prévention, comme la Prep (prophylaxie pré-exposition) et à l'information sur les risques devrait être une préalable. Le frein à la dicibilité de son homosexualité, la crainte du jugement, le tabou social restent très forts dans nos territoires ultramarins. En Guyane, on voit très bien dans les chiffres de l'épidémiologie que les personnes qui subissent le plus de stigmatisations sont beaucoup plus vulnérables au VIH ; les HSH en font partie. La précarité, l'isolement et la discrimination qui peuvent les causer font le lit de l'épidémie, quelles que soient les populations : des travailleurs-euses du sexe, les consommateurs-trices de produits ou les hommes gays. Un moment donné, pour pouvoir agir en termes de santé, il faut intervenir et sensibiliser tous-tes celles et ceux que les HSH rencontrent dans leur vie. Cela part du milieu médical certes, mais concerne aussi le milieu associatif, médiatique, commerces ou lieux de rencontres ou de sociabilité.

### DANS LA CARAÏBE, QUE SE PASSE-T-IL ACTUELLEMENT POUR LES HSH EN TERMES D'ACCÈS AUX DROITS ET DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ?

Quelque chose d'assez terrible. Souvent, les pays étrangers avec lesquels nous travaillons [Suriname, Guyana, Haïti, ndlr] vont avoir une image de la France très avancée en termes de protection des minorités. Dans les faits, il y a un décalage entre cette vision et la vie de ces communautés. Selon moi, la réalité de la Caraïbe française, son isolement de la métropole, l'insularité et une concentration sur des petits territoires ne favorisent pas du tout la libération de la parole pour les gays et donc l'émancipation et la défense des droits LGBT+. Sans pouvoir parler de « culture », ce contexte fait que le silence autour de l'homosexualité est beaucoup plus fort que dans d'autres régions françaises. C'est, là-dessus aussi, que les pouvoirs publics, les médias, les associations, ont un rôle pilote à tenir pour briser le silence et accompagner un changement de mentalité.

### À L'ISSUE DE CES DEUX JOURNÉES, QUELLES SONT LES ATTENTES ET LES FUTURES SUITES DE RELOVUTION CARAÏBES ?

Ce que nous souhaitons en premier en tant qu'organisateur, ce sont des engagements concrets des personnes qui sont en contact avec le public HSH, c'est d'agir individuellement ou en partenariat avec AIDES, pour faciliter la vie des personnes, autour de trois objectifs : améliorer la santé sexuelle des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, défendre des principes et des actions de lutte contre l'homophobie dans leurs espaces ou lieux et, enfin, s'engager par cela à travailler ensemble pour aller vers la fin de l'épidémie du VIH dans nos territoires. Cela passe par ce rassemblement, pour donner des connaissances sur l'épidémie, faire se rencontrer des personnes qui ont les mêmes buts dans des endroits différents, et des acteurs-trices qui se croisent mais n'échangent que trop rarement sur la question du sida dans leurs travail quotidien auprès des HSH. Se rencontrer, enfin, pour se mettre d'accord sur ce qui existe et fonctionne. ReLOVution doit être une étincelle ; un départ qui va permettre d'aborder la question plus facilement, en créant des espaces de discussions beaucoup plus officiels, où on parle pour agir.



Aujourd'hui, existe-t-il une parole politique nationale sur la lutte contre les discriminations homophobes dans la Caraïbe ? Depuis son rapport sur les LGBTphobies dans les Outre-mer co-rédigé avec d'autres parlementaires, le député de Charente-Maritime (LREM), Raphaël Gérard prend la parole régulièrement sur ces enjeux. Au retour de la ReLOvution, *Gingembre* est allé interroger le parlementaire, ouvertement gay, sur la réponse de l'État et sa vision de l'articulation entre les luttes contre le sida et l'homophobie dans les territoires français de la Caraïbe. Interview.



Actus <<

REMAIDES 108. CAHIER GINGEMBRE

## Raphaël Gérard :

« Penser qu'un dispositif national peut s'appliquer de la même façon partout, c'est méconnaître les spécificités d'un territoire »

À LA LECTURE DE VOTRE RAPPORT <sup>(1)</sup>, ON NOTE L'ARGUMENT D'UNE FORME DE « CULTURE HOMOPHOBIE », QUI SERAIT PROPRE À LA RÉGION CARAÏBES. SUR QUELS ÉLÉMENTS VOUS APPUYEZ VOUS POUR AFFIRMER CELA ET PLUS PRÉCISÉMENT QUE LES TERRITOIRES ULTRAMARINS SERAIENT PLUS HOMOPHOBES QUE D'AUTRES RÉGIONS ?

**Raphaël Gérard :** Ce n'est pas tout à fait ce que nous disons. Pour notre rapport sur l'homophobie dans les territoires d'Outre-mer, nous avons mené une vingtaine d'auditions sur place, comme, ici, à l'Assemblée nationale. Nous ne disons pas que les territoires ultramarins sont plus homophobes ; ce que nous expliquons, c'est que le seuil de tolérance à l'homophobie est plus élevé là-bas que dans l'hexagone. Depuis les vingt dernières années, être homophobe en France [métropolitaine, ndr] est globalement mal perçu. Mêmes si des agressions violentes continuent d'arriver, il y a globalement une réaction de la société qui montre qu'une majorité de Français de l'hexagone condamne ces actes. Dans les Outre-mer, nous n'en sommes pas encore là ! Il y a une forme de tolérance et de banalisation de l'homophobie, qu'on ne nomme pas ou même que l'on ne prend pas en compte. C'est plutôt cela que nous expliquons. Cela se cumule au fait que cette société est extrêmement « genrée », dans une culture afro-descendante, où le rôle de l'homme est extrêmement stéréotypé. Une société pourtant décrite comme une société matrifocale, où la femme « potomitante » <sup>(2)</sup> au cœur du foyer, est le repère de l'organisation sociale et familiale, mais en même temps, l'homme et son « aura » existent à travers ses conquêtes et leur multiplicité. Avec un héritage de la culture africaine où l'image de virilité voire de survirilité de l'homme est forte. Cela alimente aussi l'image d'invulnérabilité de celui-ci, qui n'est pas « pénétrable » dans le cadre sexuel. C'est assez



(1) Rapport d'information déposé par la délégation aux outre-mer sur la lutte contre les discriminations anti LGBT dans les Outre-mer. (MM. Raphaël Gérard, Gabriel Serville et Mme Laurence Vanceunebrock-Mialon). Rapport d'information - N° 1090.

Raphaël Gérard a également contribué au Rapport d'information déposé par la délégation aux outre-mer sur les discriminations dans les Outre-Mer, réalisé par les députées Josette Manin, Maud Petit et Cécile Rihiac. Rapport d'information - N° 1814.

(2) Potomitan est une expression créole antillo-guyanaise. Le terme désigne le poteau central dans le temple vaudou. L'expression sert aussi à désigner le « soutien familial », généralement la mère. Ce terme se rapporte à celui qui est au centre du foyer, l'individu autour duquel tout s'organise et s'appuie. Dans la société antillaise le potomitan est la femme, la mère « courage » de famille qui supporte tel un pilier les fondements de son univers, sans que pour autant ce soit une société matriarcale.

intéressant sachant que lorsque nous avons commencé cette enquête, on nous a rétorqués que cela n'existait pas : pas d'homophobie dans les Outre-mer puisque qu'il n'y aurait pas d'homosexuels-les. C'est ce qui fait notamment que l'on ne parle pas du problème des discriminations, puisque celui-ci est nié. Et cela dans un contexte insulaire, où l'émergence d'une communauté ou d'une parole est compliquée par l'absence d'anonymat.

#### QU'EN EST-IL DE LA LIGNE D'ÉCOUTE [UNE LIGNE DE SOUTIEN ET D'URGENCE POUR LES PERSONNES LGBT VIVANT DANS LA CARAÏBE FRANÇAISE, NDLR] QUE VOUS ÉVOQUIEZ DANS VOTRE RAPPORT ?

Concernant la ligne d'écoute, c'est un projet en cours, annoncé et confirmé par Marlène Schiappa [Secrétaire d'État à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la lutte contre les discriminations, ndlr] dans le cadre du plan de lutte contre les violences anti-LGBT<sup>(3)</sup>. C'est aussi un appel à projets de la DILCRAH<sup>(4)</sup>, qui doit être porté par l'association KAP Caraïbes et devrait voir le jour d'ici à la fin de l'année. L'enjeu n'est pas tant de trouver de l'argent pour la financer, la DILCRAH s'est engagée sur ce point, mais surtout de trouver des écoutants-es formés en matière d'écoute des victimes, sensibilisés au sujet des LGBTphobies et capables de parler créole. Nous surveillons l'avancée du projet et j'ai des échanges constants avec Frédéric Potier, délégué interministériel de la DILCRAH. C'est cette dernière qui sera le coordonnateur de cette ligne, avec la volonté d'aboutir dès cette année. Sur un modèle suffisamment solide et pérenne pour être décliné sur les autres territoires.

#### LA CARAÏBE EST LA DEUXIÈME RÉGION MONDIALE EN TERMES DE PRÉVALENCE. UN NOMBRE IMPORTANT DE NOUVELLES CONTAMINATIONS CONCERNENT DES PERSONNES MIGRANTES, MAIS AUSSI DES HOMMES AYANT DES RELATIONS SEXUELLES AVEC D'AUTRES HOMMES EN GUADELOUPE (46 % DES NOUVEAUX CAS EN 2017). QUELS LIENS FAITES-VOUS ENTRE LE CONTEXTE HOMOPHOBIE ET LA VULNÉRABILITÉ DES HOMMES GAYS FACE AU VIH ?

Dans ce que je vous explique, nous sommes davantage sur de l'information et de la sensibilisation. Il faut je pense que l'on sorte de la représentation. Je pense qu'il est malheureusement encore récurrent d'entendre dans les territoires antillais que le VIH est une maladie d'homosexuels, comme on le dit depuis des décennies. Si l'on n'infléchit pas cette lecture-là, cela signifiera aussi que les personnes ne se sentiront pas concernées par la prévention si elles ne se considèrent pas comme homosexuelles. Un phénomène que l'on connaît beaucoup ici. Même si les

contaminations sont majoritairement hétérosexuelles dans la Caraïbe, les campagnes de sensibilisation ne déconstruisent pas ces préjugés homophobes, alors qu'il le faudrait. Concernant la Prep, tant que l'on ne fera pas un outil utile à tous ceux qui en ont besoin, et pas juste les HSH avec beaucoup de partenaires, on stagnera à des chiffres très bas. Penser qu'un dispositif national peut s'appliquer de la même façon partout, c'est méconnaître les spécificités d'un territoire comme la Guadeloupe ou d'autres DFA (département français d'Amérique). Sensibiliser l'ensemble de la population, c'est voir les autres modèles d'exposition au risque.

Sur la Caraïbe, il faut faire attention à l'association de la lutte contre le sida dans la lutte contre les LGBTphobies. Mettre cela dans le même panier, c'est rater la case principale de la prévention auprès des hétéros. Il faut être vigilant à renforcer l'idée, fausse, que le « VIH = homosexualité » et donc que « Prep = homo » et donc qu'elle ne serait pas utile à d'autres groupes. Cela marche avec les autres outils qui permettent d'éviter de se contaminer. La difficulté est là et dépend donc de l'adaptation des campagnes de prévention aux différents publics. Sur tous les sujets, nous sommes encore sur des choses généralistes et trop stéréotypées. Nous avons besoin de pouvoir décliner des campagnes, contre le VIH comme l'homophobie. Quand on fait des affiches contre l'homophobie et qu'elles arrivent dans les territoires ultramarins, ce sont les mêmes couples de blancs, hexagonaux, alors que les populations sont majoritairement métisses. L'identification devient compliquée pour un jeune gay de Basse-Terre. C'est là qu'il faut être plus subtil.

#### EN 2017, LE CONSEIL NATIONAL DU SIDA RENDAIT UN AVIS SANS APPEL QUANT À LA DIFFICULTÉ À ACCÉDER AUX SOINS POUR LES PERSONNES LES PLUS VULNÉRABLES, COMME LES PERSONNES SÉROPOSITIVES AU VIH, MAIS AUSSI À LA SANTÉ SEXUELLE POUR LES JEUNES FILLES ET GARÇONS. QUE COMPTE-FAIRE LA MAJORITÉ ET ALLEZ-VOUS PORTEZ CES ENJEUX DE SANTÉ DURANT VOTRE MANDAT ?

Il y a deux situations dans ce que vous décrivez ici. Il y a la situation propre de la Guyane sur laquelle on ne reviendra après, et celle des autres territoires. On constate un problème du délai du diagnostic du VIH, avec un décalage entre l'hexagone et les Outre-mer, ici davantage sur la prévention et l'information, avant même l'accès au soin. Sur ce point-là et hormis le cas de la Guyane, il est essentiellement lié à un problème, généralisé, de sous-équipement dans les territoires, de difficultés d'enclavement de certaines zones. C'est un problème général de santé. La nouvelle trajectoire et la stratégie choisies par le ministère de la Santé [2017-2030], veulent mettre

(3) Un plan national de mobilisation contre la haine et les discriminations anti-LGBT, piloté par la DILCRAH, a été lancé en décembre 2016.

(4) Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT.

l'accent sur les Outre-mer et vont prendre en compte, enfin, des spécificités ultramarines en matière de santé. Ce rattrapage est programmé et financé. Ensuite, par rapport à la Guyane notamment, l'édition de guide bilingue sur le VIH et les IST, dans les différentes et nombreuses langues de la région et qui ciblent les populations qui traversent ces territoires. Car en Guyane, il y a la population générale de nationalité française, dans ses différentes communautés, et les personnes migrantes. L'enjeu de l'accès aux soins se situe avec elles. En dehors de l'isolement du Maroni, du renforcement des équipements et de l'installation des structures dans ces zones peu faciles d'accès, c'est auprès des migrants que le sujet se pose. Ce sont des problèmes que l'on connaît bien, qui ne se cantonnent pas au VIH/sida ou aux IST, dans un contexte difficile.

Après, il y a l'enjeu de la pression migratoire et les personnes LGBT dans ces flux de migrants. Soit les personnes arrivent en étant contaminées, soit se contaminent sur le territoire français. Si les migrants LGBT transitent par la Guyane, c'est qu'ils ou elles n'ont pas les moyens de prendre un billet d'avion pour Paris. Leur objectif final est de venir dans l'hexagone ou souvent c'est le trajet poursuivi. Nous sommes face à une catégorie de personnes plus fragiles et précaires, qui ne peuvent débarquer à Paris avec un visa pour ensuite y rester. La difficulté d'accès aux soins pour ces derniers-ières qui se sont contaminées, c'est d'arriver à Cayenne, alors qu'il existe des barrages de sécurité à l'intérieur du département. Comment réussir à arriver à Cayenne, pour faire une demande d'asile en bonne et due forme ? Comment faire un titre de séjour pour soins, respecter les délais ou aller chercher son récépissé ? Et si, à un moment, cela coïncide, les personnes disparaissent dans la nature et ne peuvent plus être suivies médicalement. La grande majorité des gens qui transitent par la Guyane sont hors de tout système. Et les personnes n'ont non seulement pas accès à la santé, mais arrivent assez vite à des moyens de subsistances, comme la prostitution, potentiellement à risque. C'est un sujet que nous voulons porter, que j'avais porté durant la loi Asile-immigration mais qui n'a pas été repris. Nous avons peu de chiffres, de données, nous ne savons pas si nous parlons de dix, cent ou mille personnes.

L'ENJEU DE LA LUTTE CONTRE LE VIH PASSE PAR UNE RÉPONSE STRUCTURÉE PAR LES POUVOIRS PUBLICS. DANS UN CONTEXTE BUDGÉTAIRE CONTRAINT AU NIVEAU NATIONAL, PENSEZ-VOUS QUE LES FINANCEMENTS EUROPÉENS PEUVENT PERMETTRE DE FINANCER DES TRAVAUX ET DES PROJETS CONCRETS SUR CES TERRITOIRES ?

Déjà la première des choses : c'est réussir à susciter des initiatives locales, car financer c'est bien mais encore faut-il savoir ce que l'on finance. Nous l'avons vu sur les questions de recherche sociologique sur les LGBTphobies. Il y a quelques initiatives et travaux, comme ceux de Nadia Chonville, mais cela ne reste pas grand-chose. Et une recherche qui part des territoires ultramarins, qui reste concentré à une zone océanique et régionale et pas seulement un au zones françaises. On voit une nouvelle génération de jeunes, vivant dans les Outre-mer, qui se saisissent spontanément de l'enjeu des LGBTphobies. Je pense que c'est un terreau fertile à ce que de nouveaux et nouvelles chercheurs identifient des sujets de société à investiguer et en fassent leur métier. Mais cela signifie que l'université soit capable de nourrir et porter de tels sujets. Aussi, ma conviction générale sur les Outre-mer, et c'est sans doute le poids de l'héritage colonial, c'est que l'on continue à penser les territoires ultramarins comme des fardeaux, des zones à problèmes. Il faut évidemment en faire des territoires de solution, en leur donnant la capacité d'inventer, eux-mêmes, leurs propres solutions, et qu'ils le feront probablement beaucoup mieux que nous. Et en faire des avant-postes. Sur la question des LGBTphobies et du VIH, il faut faire de la Guyane un de ces avant-postes dans la réponse de santé publique, dans une zone où l'épidémie est très forte.

Partir d'un territoire proche pour aller essaimer juste à côté, pour des bénéfiques pour soi et pour la zone. C'est comme cela que je le vois, se dire que l'on a des tas d'atouts qui peuvent servir la cause nationale dans nos territoires mais aussi valorisent ces derniers à une plus large échelle, internationale. Du softpower qui se décline dans différents champs pour change le regard que l'on porte sur les outre-mers.

**Propos recueillis par Mathieu Brancourt**

Daryl Phillip est le directeur de Minority rights Dominica (MiriDom), sur la petite île de La Dominique, l'un des pays qui pénalisent encore l'homosexualité. Présent à ReLOVution Caraïbes, cet activiste anglophone souligne l'importance du travail d'équipe pour vaincre les obstacles des discriminations LGBTphobes.

## Daryl Phillip :

« Ces échanges peuvent permettre d'affronter l'homophobie en un front uni »

« **C**e que je retiens de cette rencontre, c'est que l'homophobie est un enjeu international, que nous devons tous-tes affronter dans nos quotidiens. Pas seulement dans les îles où la répression homophobe est encore légale, mais aussi dans celles où l'homophobie est condamnée. Quand vous regardez l'homophobie dans la société, c'est un problème que l'on rencontre en permanence, en continu. Ce n'est pas quelque chose qui disparaît une fois les législations homophobes abrogées. Les effets sociaux se font et se feront encore sentir si nous n'agissons pas sur les autres vecteurs de l'homophobie. Pour cela, un événement tel que ReLOVution est très utile, notamment pour les personnes venant de contrées lointaines ou isolées de la Caraïbe, des endroits où les activistes pourraient croire qu'ils et elles combattent seuls-es. Dès lors, rencontrer des personnes venant de différents pays et réaliser que les enjeux sont partagés et les problèmes rencontrés identiques, illustrent à quel point nous devons avoir ce type de rencontre pour continuer à échanger et améliorer nos connaissances. Quelles stratégies fonctionnent ou pas, à quel endroit ou non et avec quelles ressources... ces échanges peuvent permettre d'affronter, en un front uni, l'ensemble des problématiques liées à l'homophobie ».

**Daryl Phillip, directeur de Minority rights Dominica (MiriDom)**



Propos recueillis par Mathieu Brancourt



Pour Juan Pigot (PAREA), la force de ReLOVution Caraïbes est de confronter les réalités, très contrastées, entre les différents pays de l'arc caribéen. Selon lui, son pays est en avance sur la question des droits des homosexuels. Mais pour cet activiste, l'enjeu de l'information et de la diffusion des outils de prévention, comme la Prep, reste un défi que ce week-end peut aider à relever.

XIII

Témoignage <<

REMAIDES 108. CAHIER GINGEMBRE

## Juan Pigot :

« Le Suriname est perçu comme un havre de paix pour les personnes caribéennes »

« La région caribéenne est loin d'être la plus facile à appréhender quand on vient à parler d'homophobie : beaucoup de pays et de cultures, avec des passés coloniaux ou politiques très différents, une variété de langues assez importante. Et selon les pays, les lois importées ne sont pas du tout les mêmes aujourd'hui quant à l'homosexualité. Par exemple, les anciennes colonies anglaises ont toujours certaines lois victoriennes, permettant de pénaliser la sodomie ; lois qui peuvent encore être appliquées. Au Suriname, ancienne colonie hollandaise [pays frontalier de la Guyane, ndlr], nous sommes plus chanceux là-dessus. La loi avait déjà été changée avant l'indépendance, ce qui a permis que la discrimination soit, d'une certaine façon, contenue. Aujourd'hui, nous voyons des personnes LGBTI venir au Suriname pour des motifs divers, mais aussi parce qu'elles s'y sentent plus en sécurité que dans leur pays d'origine. C'est assez agréable de voir que mon pays est perçu comme un havre de paix pour les personnes caribéennes, d'autant plus qu'elles peuvent se déplacer facilement dans la zone du CARICOM (équivalent d'un espace Schengen dans des pays de l'arc caribéen : Suriname, République Dominicaine, Guyana, Haïti, Cuba, etc.). Ce week-end, aura été une sorte de révélation, notamment concernant les nouveaux moyens de prévention, comme la Prep, un nouvel outil dont l'information ou la simple connaissance ne sont pas assez importantes dans la région, alors qu'il est une stratégie efficace contre un virus qui affecte beaucoup notre communauté. C'était donc important que le message soit délivré ici à ReLOVution, pour après le répandre dans nos cercles et pays respectifs ».

**Juan Pigot est administrateur de PAREA (organisation d'entrepreneurs gay, bi ou trans du Suriname).**

Propos recueillis par Mathieu Brancourt

Photo : Nicola Lo Calzo



C'est autour de trois grands thèmes que s'organisent les engagements des participants-es de ReLOVution Caraïbes « pour mettre fin au sida, réagir face à l'homophobie et améliorer la santé sexuelle chez les gays ». Les voici.

## ReLOVution Caraïbes : les engagements

### METTRE FIN AU VIH/SIDA

- Déployer la Prep (prophylaxie pré-exposition) en développant les permanences de AIDES et en partenariat avec un Cegidd (Centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic des infections par le VIH et les hépatites virales et les infections sexuellement transmissibles) ;
- Créer des lieux de convivialité autour de la santé sexuelle ;
- Promouvoir le dépistage sur les réseaux sociaux et autres applications de rencontres ;
- Développer la communication 2.0 ;
- Renforcer la formation des personnels de santé pour éviter les préjugés et les discriminations ;
- Améliorer les échanges entre les médecins infectiologues surinamais et guyanais notamment autour de la Prep ;
- Assurer la continuité des soins sur les zones transfrontalières (Guyane et Suriname, Saint-Martin, Anguilla et Saint-Martin partie hollandaise) ;
- Favoriser les missions de AIDES hors les murs ;
- Faire une campagne vidéo/photo dans le bassin caribéen pour montrer les conséquences de l'homophobie sur la santé ;
- Renforcer la visibilité dans les médias généralistes et sensibiliser les journalistes à ces questions pour briser les tabous ;
- Améliorer l'accueil dans les centres de santé haïtiens ;
- Sensibiliser les autorités religieuses à ces questions ;
- Renforcer et insister la communication autour de U = U (Indétectable = Intransmissible/Tasp) et promouvoir la connaissance de son statut sérologique VIH ;

### RÉAGIR FACE À L'HOMOPHOBIE

- Créer une plateforme dématérialisée d'échange et de ressources pour les acteurs-trices de la Caraïbe ;
- Promouvoir des recherches sur l'hostilité anti-LGBTQI en Guyane ;
- Proposer une rencontre annuelle de l'ensemble des acteurs LGBTQI Caraïbes, avec des déclinaisons de rencontres pour chaque territoire ;
- Investir les CORAH (Comité régionaux de la DILCRAH/ Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT) pour faire respecter la loi et s'assurer qu'il y a bien le respect du « H » ;
- Rédiger des projets et qui puissent aussi répondre aux critères des appels à projets de financeurs internationaux ;
- Sensibilisation et formation des personnels qui accueillent un public LGBTQI ;
- Créer un centre de santé identitaire pour faciliter l'accès aux soins pour les personnes stigmatisées ou discriminées (exemple : un centre en santé portée par AIDES) ;
- Travail avec les leaders religieux pour identifier nos alliés-ées ;
- Travailler auprès des parents de personnes LGBTQI ;
- Identifier les soutiens régionaux (ONU, Croix-Rouge, politiques, personnes influentes, COREVIH, etc.) ;
- Proposer des chartes et/ou labels qui engagent à lutter contre les discriminations LGBTQIphobes dans les entreprises, les institutions, etc.

## AMÉLIORER LA SANTÉ GLOBALE DES GAYS ET DES HOMMES AYANT DES RELATIONS SEXUELLES AVEC D'AUTRES HOMMES (HSH)

- Insister sur le plaisir avant de parler de risque ;
- Fédérer les associations LGBT Caribéennes pour porter des messages communs visant à améliorer la santé globale des HSH ;
- Alerter les politiques sur les besoins d'agir pour la santé globale des HSH ;
- Sensibiliser le milieu scolaire et universitaire sur les outils de prévention disponibles (Prep, Tasp/traitement comme prévention, TPE/traitement post-exposition) ;
- Utiliser les espaces existants pour échanger sur la Santé Globale des HSH ;
- Visibilité dans les soirées LGBT et lieux LGBT-friendly ;
- Porter un plaidoyer politique sur la santé sexuelle ;
- Utiliser le vaudou (seul espace pour les HSH en Haïti) pour communiquer sur leur santé ;
- Comprendre et apporter des nouvelles données (indicateurs quantitatifs et qualitatifs) sur la santé sexuelle des HSH dans la Caraïbe ;
- S'assurer d'une continuité de « ReLOVution » pour permettre l'échange et l'appropriation par les autres acteurs-trices locaux non présents-es à cette première édition.



# AIDES région Caraïbes

## Nous rencontrer, nous contacter

- AIDES GUADELOUPE  
19A Chemin des Bougainvilliers,  
97100 Basse-Terre  
**Tél.** : +590 604 950 ou 0696 431 541

- AIDES SAINT-MARTIN  
37 Route de Spring Concordia BP 953,  
97150 Saint-Martin  
**Tél.** : +590 526 523 ou 0696 306 042

- AIDES MARTINIQUE  
88 rue Victor Sévère,  
97200 Fort-De-France  
**Tél.** : +596 609 659

- AIDES OUEST GUYANE  
36 rue du Colonel Chandon,  
97320 St-Laurent-du-Maroni  
**n° de tel** : +594 279 425

- AIDES HAUT-MARONI  
Rue Lieutenant Ferrand,  
97 370 Maripa-Soula  
**n° de tel** : +594 372 101

### NOUS SUIVRE

**Facebook** : @aidesguadeloupe

**Facebook** : @aides.saintmartin

**Facebook** : @aides.guyane

### LES CONTACTS DES ASSOCIATIONS PARTENAIRES

#### GUYANE

##### **Association Le Refuge – Délégation Guyane**

8, Avenue Gustave Charlery, 97300 Cayenne  
Tél. : +594 594 46 72 62 ; s.kuzan@le-refuge.org  
La ligne d'écoute nationale fonctionne depuis la Guyane.  
Elle est ouverte 24h/24 et 7j/7.

##### **Entr'AIDES Guyane**

10, rue madame David Pichevin, 97300 Cayenne  
Tél. : + 594 594 31 25 91

#### MARTINIQUE

##### **Association KAP Caraïbe**

kap.caraïbe@live.fr

#### HAÏTI

##### **Association Kouraj**

kouraj.rezokafou@gmail.com  
Tél. : + 509 360 92 210

#### SURINAME

##### **Surinam Red Cross society**

Contact : surcross@sr.net ; Tél. : +597 498 520; 498 530

##### **He and HIV**

Contact : corwindola@hotmail.com ; Tél. : +597 861-2559

#### PAREA

Contact : info@pareasuriname.com ; Tél. : +597 8685 700

#### LA DOMINIQUE

##### **MIRIDOM (Minority Rights Dominica)**

P.O. Box 1815, Roseau, Dominica  
Tél. : +1 767-315-6228